



http://www.rfi.fr/actufr/articles/014/article_5887.asp



Trafic d'armes

Profession : trafiquant

par Sylvie Berruet

Article publié le 05/02/2001

Dans la nébuleuse du trafic d'armes vers l'Afrique, rendue possible grâce à une géopolitique mouvante, à des réseaux politiques et financiers complices, certains protagonistes sont aujourd'hui identifiés, même s'ils possèdent plusieurs « *casquettes* ». Selon la grille de lecture, les mêmes noms apparaissent dans plusieurs affaires. En voici une liste non exhaustive.

Viktor Anatolievitch Bout : le « CV » le plus impressionnant. Connue d'Interpol, il posséderait au moins cinq passeports de nationalités différentes et circulerait sous plusieurs pseudonymes. Son patronyme connaît plusieurs variantes, Butt ou encore But. Né au Tadjikistan en 1967, c'est un ancien officier de l'Armée de l'air soviétique. Accusé par les États-Unis, le Royaume Uni et l'Afrique du Sud de fournir des armes à l'UNITA, le mouvement rebelle angolais, et ce, malgré l'embargo des Nations Unies. L'ONU l'accuse également d'avoir livré des armes aux rebelles du Front révolutionnaire uni (RUF) en Sierra Leone, pour une valeur de plusieurs millions de dollars. Bout fournirait également des véhicules, des uniformes, des munitions et du fuel aux rebelles.

Selon les services de renseignements sud-africains, il aurait travaillé pour le KGB. Il vit aux Émirats arabes unis, à Sharjah. Il possède une flotte d'avions soviétiques, (une cinquantaine d'appareils), enregistrée sous le nom d'Air Cess. Il démarre ses activités en Belgique, sur l'aéroport d'Ostende où il s'associe avec un pilote belge, « Kiki » Lemaire. En 1997, la compagnie Air Cess est enregistrée au Libéria et l'ancien officier ferme son bureau en Belgique. Bout crée une filiale en Afrique du Sud, Air Pass. Les deux compagnies emploient une centaine de personnes, des Russes essentiellement. Selon un rapport de l'ONU publié en mars 2000, Air Cess, sa compagnie a transporté des armes de Bulgarie au Togo. Les experts de l'Onu accusent le Togo d'avoir permis le transfert de ces armes vers l'UNITA en dépit de l'embargo de 1993. De son côté, la Bulgarie a reconnu avoir reçu la visite de Bout à maintes reprises entre 1995 et 1999. Celui-ci se serait rendu l'an dernier dans six usines d'armement bulgares.

Dans son rapport sur la vente d'armes en Sierra Leone, l'Onu explique le mécanisme d'immatriculation d'un appareil de la flotte de Bout. Un Iliouchine 76, enregistré au Libéria en 1996 pour la compagnie Air Cess, est immatriculé une deuxième fois, au Swaziland. On retrouve le même appareil encore immatriculé en Centrafrique où il vole pour le compte d'une compagnie, Centrafrican airlines. Parfois, l'appareil vole pour le compte du gouvernement du Congo Brazzaville. Et comme tous les avions appartenant à Bout, il est basé aux Émirats arabes Unis. Selon le *Financial Times*, Bout jouerait double jeu. En camouflant ses activités clandestines derrière un masque officiel. En mars 2000, il aurait transporté sur sa compagnie Air Cess des forces de maintien de la paix de l'ONU, du Pakistan au Timor oriental.

Arcadi Gaydamak : l'homme aux multiples nationalités. Associé de Falcone entre autres et accusé, avec celui-ci, d'avoir vendu du matériel militaire en Angola en 1993 et 1994. Il est sous le coup d'un mandat d'arrêt international lancé par la justice française dans cette enquête. Il se présente comme un « *fonctionnaire du gouvernement angolais* » selon un journal moscovite qui rapporte qu'il a ouvert, il y a six ans, des comptes dans une agence bancaire de la Barclay pour Tokhtatkounov, un parrain de la mafia russe. Dans des documents transmis au Sénat en 1994, les services secrets français le soupçonnent d'être un « *représentant du crime organisé russe en France* ». Son nom apparaît dans un rapport de Global Witness, une organisation britannique. Il serait devenu l'un des intermédiaires les plus influents entre Luanda et l'Union soviétique, notamment dans la question de la dette angolaise à l'égard de Moscou. En France, il devient un personnage influent dans l'entourage de Charles Pasqua.

Pierre Falcone : l'homme par qui le scandale est arrivé en France. Cet élégant multi-millionnaire, habitué de la jet set, au carnet d'adresses prestigieux, est en prison depuis le 1er décembre dernier dans le cadre de l'Angolagate. Il dirige la société de ventes d'armes Brenco international et il est conseiller de la Sofremi, service de ventes d'armes du ministère de l'Intérieur. Il a pour associé Arcadi Gaydamak. Dans les années 1970, ils étaient devenus mandataires d'une usine d'armement en Slovaquie, ZTS-OSOS. Tous deux sont aujourd'hui accusés d'avoir reçu du président angolais Dos Santos la somme de 500 millions de dollars, en échange d'armes. Lors d'une perquisition au domicile de Falcone, les enquêteurs découvrent le nom de Jean-Christophe Mitterrand, le fils de l'ancien président français qui fut conseiller Afrique de l'Élysée de 1986 à 1992. Celui-ci passera Noël en prison dont il sortira après avoir versé une caution de cinq millions de francs. Outre le « *trafic d'armes* », Jean-Christophe Mitterrand est inculpé « *d'abus de biens sociaux, recels et trafic d'influence* ». Dans cette affaire, le ministre de la Défense Alain Richard a déposé une plainte pour « *commerces d'armes illicite* ». Le nom de Falcone apparaît également dans l'enquête sur une vente d'armes au Cameroun, en 1994. Les autorités camerounaises démentent. Enfin, Falcone n'a pas seulement exercé sur le continent africain. En 1991, il aurait vendu des hélicoptères polonais à la Birmanie.

Lev Leviev : ou « *l'ayatollah de Tel Aviv* », selon l'un de ses surnoms s'est fait une véritable renommée dans le monde du diamant. Ex-citoyen d'Ouzbékistan, émigré en Israël en 1971, il dirige la LLD, Lev Leviev Diamonds, au chiffre d'affaires de 1,5 milliard de dollars. En 1996, il prend le contrôle du groupe Africa-Israël, un vaste conglomérat qui a investi dans l'ancien empire soviétique dans de multiples activités. Président de la Fédération des communautés juives de l'ex-URSS et président de la chambre de commerce russo-israélienne, Leviev compte de nombreuses relations dans les milieux ukrainiens. En février dernier rapporte *l'Express*, les autorités de l'Angola le désigne acheteur exclusif des diamants du pays. Il se voit ainsi accorder l'exclusivité de la vente des diamants angolais ! Négocié avec des diplomates israéliens et des proches du président angolais Dos Santos, ce contrat de 1 milliard de dollars par an fait de lui le concurrent direct de la De Beers. Parmi les négociateurs de ce contrat, on retrouve l'homme d'affaires russo-israélien Arcadi Gaydamak.

Sanjivan Ruprah : Kényan d'origine indienne, il a joué un rôle clé dans le trafic d'armes au Libéria. Se fait appeler Samir N. Nasr, sur un passeport diplomatique libérien. Avant d'être impliqué dans les affaires libériennes, il possédait des intérêts dans le secteur minier du Kenya et était associé avec Branch energy. Cette firme possède des licences d'exploitation dans le diamant en Sierra Leone et a mis en contact la fameuse société de mercenaires Executive outcomes, avec les autorités locales. Sanjivan Ruprah a travaillé en Afrique du Sud avec Roelf van Heerden, issu lui aussi d'Executive outcomes et avec lequel il a fait des affaires au Rwanda et en RDC. Il a même dirigé Simba Airlines, une petite compagnie kényane jusqu'à la fermeture de celle-ci à la suite de la découverte d'irrégularités financières.

Simon Rosenblum : homme d'affaires israélien basé à Abidjan. Proche de Charles Taylor, le président du Libéria, il possède le passeport diplomatique libérien. Intérêts dans la construction de routes au Libéria. Ses véhicules ont été utilisés pour transporter des armes à la frontière avec la Sierra Leone.

Jacques «Kiki» Lemaire : pilote belge associé à Viktor Bout. Il est nommé représentant de l'agence libérienne de l'aviation, la Liberian Aviation Authority's agency, en Grande Bretagne. En 1997, Air Cess obtient une licence d'exploitation au royaume du Swaziland, petit pays situé en Afrique du Sud. Un an plus tard, les autorités locales interdisent à la flotte de voler, à la suite d'une enquête. Air Cess est alors accusée de trafic d'armes entre le Mozambique et l'Angola. Mais selon l'organe de presse belge *Le Soir illustré*, la compagnie poursuit ses activités depuis¹

par Sylvie Berruet

¹ [YD] J'imagine que c'est « depuis ».